IL CHERCHE PAS
ALLEZ DIRECTEMENT CHEZ
" MAMAN LOUISE "
au 179, rue de Lannoy, Roubaix
(car il arrêt à la porte)
— Les meilleurs lits —
LES PLUS BAS PRIX
NOTRE LIT RÉCLAME
en sommier, matelas, traversin pour 3 personnes 278 Francs
Le plus grand choix Lits cuivre émaillés au four, lits tout cuivre.
— Sommiers tous modèles. —

70e Année. — N° 329. Le numéro : 20 centimes. MERCREDI 25 NOVEMBRE 1925.

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS { Nord et limitrophes..... 3 mois, 17.00 ; 6 mois, 32.00 ; 1 an, 60.00 / France et Belgique..... » 18.00 ; » 34.00 ; » 64.00 / Union postale..... » 26.00 ; » 50.00 ; » 92.00

REDACTION - ANNONCES ABONNEMENTS { ROUBAIX : 71, Grande-Rue. Tél. 34 et 1906. Inter. 6. TOURCOING : 33, rue Carnot. Téléph. 37. Chèques postaux 87 Lille.

Demandez Tous LE BOCK MEYERBEER
35, Rue Meyerbeer ROUBAIX
Téléphone 421 et 2471

BILLET PARISIEN

Le refus de M. Briand

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 24 NOVEMBRE (MINUIT).

M. Briand, qui avait été chargé par M. Doumergue de constituer le nouveau Cabinet, n'a pu aboutir dans ses démarches. Il a donc décliné cet après-midi l'offre qui lui était faite.

M. Briand, fort de l'expérience politique et du « flair » merveilleux que personne ne lui conteste, a jugé que les circonstances présentes exigeaient un ministère pouvant compter sur un appui solide dans le Parlement.

Si le Cabinet purement cartelliste, ou le Cabinet dit de « concentration républicaine » ne lui ont pas répondu aux nécessités du moment. Le premier est condamné par les faits eux-mêmes puisque le ministère Herriot ainsi que le second ministère Painlevé se sont révélés incapables de faire voter des projets financiers inspirés des doctrines cartellistes. Est-il vraiment nécessaire de renouveler l'expérience au détriment du crédit public?

Quant au ministère de concentration, il aurait contre lui les socialistes et — comme le prouve l'ordre du jour voté cet après-midi sur le groupe — la majeure partie des radicaux-socialistes.

M. Briand a donc tenté, comme nous le disions prévoir hier, la constitution du ministère d'Union nationale ou tout au moins de large union républicaine, comprenant des représentants de tous les groupes républicains, socialistes compris.

Il n'a pas réussi dans cette entreprise.

Il n'a pas réussi parce que les socialistes mis dès préliminaires telles que ce ministère d'union républicaine serait devenu en fait un ministère socialiste. N'exigeaient-ils pas six portefeuilles au moins, et le contrôle permanent du parti sur les actes du Gouvernement? Les socialistes, on le voit, ont, de l'union républicaine, une conception très particulière.

Voici donc M. Briand hors de cause... du moins pour l'instant. Son échec souligne la gravité de la crise actuelle. Il montre qui, seul, susceptible de posséder l'autorité nécessaire au redressement financier, n'est pas encore revenu.

M. Doumer, qui est chargé de former le Cabinet, ne peut donc envisager que l'horizon plus limité de la Concentration républicaine. Allons-nous nous enfoncer dans une impasse?

F...

LES CHANGES

	LUNDI	MARDI
LIVRE	124.90	125.90
DOLLAR	25.84	25.99
BELGIQUE ...	116.65	117.40

ENTRE NOUS

Une politique de la T.S.F.

Née en France, comme beaucoup de grandes inventions, la T. S. F. est en train de conquérir le monde. Ses progrès sont extraordinaires du point de vue technique comme du point de vue multiplication des postes émetteurs et surtout récepteurs. Mais, il faut le dire, c'est principalement de l'étranger que, grâce à de puissantes organisations, à une protection officielle efficace et à de meilleurs résultats pratiques, la T. S. F. entre de plus en plus dans les mœurs des populations des villes et des campagnes. Les amateurs anglais, allemands et américains sont légion et bientôt l'antenne révélatrice couronnera le faîte de chaque « home » dans le Royaume-Uni, le Reich, les Etats-Unis et le Canada.

Chez nous, malgré un retard assez notable, les ondes grandes et petites ont chaque jour plus de fidèles. Le nombre de ceux-ci forme déjà une importante armée qui midi et soir marche, casque en tête ou guidée par le haut-parleur à la découverte d'émissions nouvelles. Le temps du doute et de la méfiance est passé. La question, aujourd'hui, n'est plus de savoir si « la chose est au point ». On est certain qu' « elle » rend. Il ne s'agit plus que de perfectionner une invention qui pour ses débuts a fait un coup de maître.

L'instrument est là: il est merveilleux. Que va-t-on en tirer? Sans doute, comme pour le cyclisme et l'automobilisme, au commencement, la T. S. F. est encore avant tout un amusement, une distraction. Elle resterait cela et rien que cela, qu'il faudrait se féliciter grandement de vivre sous son règne bienfaisant. Mais la radiotéléphonie évolue avec rapidité vers des buts plus utilitaires encore. L'industrie, le commerce, l'agriculture s'en servent déjà journellement pour des fins pratiques. La pédagogie tente à son tour de discipliner la T. S. F. au point de transformer de temps en temps les postes en autant de chaires de professeur. La religion multiplie déjà par les ondes sonores les échos de certains temples.

Ce qui ressort clairement de ces manifestations diverses c'est que la T. S. F. est le plus étonnant instrument de propagande qu'on puisse imaginer, un instrument comparable jusqu'à un certain point à la découverte de l'imprimerie.

On l'a bien compris à l'étranger et j'en trouve la preuve dans les énormes sacrifices que certains pays se sont imposés pour propager par la radiotéléphonie leurs conceptions littéraires, scientifiques, économiques, artistiques et ...politiques.

Pour la propagande de la pensée à travers le monde, quel admirable véhicule que cette T.S.F. qui à l'attrait de la nouveauté, de la jeunesse, joint encore la variété et le mystère!

Est-ce que nous nous servons de ce moyen nouveau de propagande internationale? Il suffit, hélas! de rester aux écoutes une soirée pour obtenir une réponse catégorique. Les postes émetteurs les plus faciles à entendre parlent anglais, allemand, italien ou espagnol.

La langue française est reléguée au deuxième ou troisième plan.

Il serait temps de penser sérieusement en France à une politique de la T. S. F. Il y va du rayonnement de la pensée française dans le monde.

MAURICE ALDER.

Le Cardinal Mercier arrivera mercredi à midi 20 à Paris

Paris, 24 novembre. — C'est mercredi que le cardinal-archevêque de Malines arrivera à Paris, par le rapide de 12 h. 20, à la gare du Nord. Le cardinal Mercier se

LE CARDINAL MERCIER
Archevêque de Malines

rendra directement de la gare du Nord à l'archevêché, où il est l'hôte du cardinal-archevêque de Paris, pour déjeuner, puis, accompagné du cardinal Luçon, archevêque de Reims et légat du Pape, les cardinaux et archevêques se rendront à la cérémonie solennelle du Trocadéro, qui aura lieu à 2 heures de l'après-midi et non pas à 3 heures, comme le portent certaines invitations.

Cette séance, en l'honneur du centenaire de l'Institut catholique, sera présidée par Mgr Luçon; le cardinal Mercier y prendra la parole.

L'archevêque de Malines dînera le soir, à l'archevêché de Paris et repartira pour la Belgique jeudi après-midi. Le cardinal doit en effet, célébrer vendredi l'office pontifical pour les noces d'argent du roi et de la reine des Belges.

Il est probable que la population parisienne voudra manifester au cardinal-archevêque de Malines ses sympathies et lui montrer qu'elle se souvient du rôle magnifique que le grand prélat joua pendant la guerre en Belgique occupée.

Personne, en effet, ne peut avoir oublié les démêlés fameux du chef de l'Eglise catholique en Belgique avec le chef des troupes allemandes d'occupation, le général von Bissing.

Dans ces conditions, il est probable qu'il y aura foule à la gare du Nord, demain, à 12 h. 20, pour saluer l'auguste vieillard, qui âgé de 75 ans, ne craint pas de faire un nouveau voyage à Paris, alors qu'il vient d'aller saluer, à Reims, Mgr Luçon, prince grand cordon de l'Ordre de Léopold, par le roi Albert, ces jours derniers.

MOTS POUR RIRE

DEUX GASCONNADES

Un Gascon se vantait d'être descendu d'une maison si ancienne qu'il paraît encore, disait-il, la reste d'une comme que ses aïeux avaient empruntée pour aller à Bethléem adorer l'enfant Jésus dans son étable.

« Si tous ceux que j'ai tués à l'armée, disait un autre Gascon, se trouvaient réunis en un seul lieu dans un vallon de nos Pyrénées, on passerait de plein-pied d'une montagne à l'autre. »

* *

AU TRIBUNAL

— Prévenu, quel est votre état?

— Un peu terreux, mon président, je n'ai pas beaucoup dormi; je vous en remercie tout de même.

M. l'abbé Weterlé gravement malade

Strasbourg, 24 novembre. — Le Journal « L'Alsacien » apprend de Rome que l'abbé Weterlé, attaché à l'ambassade de France près du Vatican, ancien député du Haut-Rhin, est tombé gravement malade et qu'il a reçu les derniers sacrements.

UN EMPRUNT EN ESPAGNE

Madrid, 24 novembre. — Dans les milieux financiers, on annonce que le Directoire émettra prochainement un emprunt d'au moins 600 millions de pesetas, pour faire face aux besoins du prochain budget.

LE CARTEL et le scrutin d'arrondissement

On lit dans l'*Ere Nouvelle*:

Nous faisions allusion, dimanche matin, à certaines tractations intervenues entre socialistes et radicaux à l'effet d'éviter la mise à l'ordre du jour de la question de la loi électorale. L'on saurait ainsi, d'une façon définitive, et avec une adresse qu'il est préférable de ne pas qualifier, le projet concernant le retour au scrutin d'arrondissement.

Les bruits se sont confirmés.

La nécessité du retour au scrutin d'arrondissement a été l'une des principales affirmations du Cartel durant la campagne électorale qui a précédé les élections du 11 mai. Cette affirmation, plus peut-être que toute autre, a encouragé les électeurs républicains à voter pour les candidats du Cartel.

Et aujourd'hui, l'on viendrait nous dire, sous le manteau, que le retour au scrutin d'arrondissement n'a plus d'importance et que l'on peut s'en passer à condition de s'entendre sur certains tours de tactique parlementaire!

C'est impossible.

Comment, vous auriez recueilli les voix de vos concitoyens, sur des déclarations déterminées, en prenant des engagements formels, notamment en ce qui concerne le retour au scrutin d'arrondissement, et c'est le ce que vous avez appelé le Cartel: et vous vous engageriez ensuite de manière à enterrer définitivement ce retour au scrutin d'arrondissement.

Nous nous refusons à juger le procédé en employant les mots qui conviennent.

Enfin, soyons sûrs!

LA CRISE MINISTÉRIELLE

M. BRIAND A ÉCHOUÉ

M. Doumer lui succède dans la mission de former le Cabinet

SITUATION POLITIQUE CONFUSE

Paris, 24 novembre. — Personne ne sait au juste où l'on va, dit l'*Intransigeant*. Si l'on passe en revue, l'un après l'autre, les dix groupes de la Chambre on arrive aux conclusions suivantes:

Les communistes (26) sont hostiles à tout ministère « bourgeois ». Ils ont voté dimanche contre le ministère Painlevé. Ils voteront demain contre le cabinet qui lui succédera, qu'il soit cartelliste, de concentration républicaine ou d'union nationale. Ce sont donc 26 voix à ajouter à celles de l'opposition, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Les socialistes (95) veulent un grand ministère cartelliste qui aurait comme « têtes » MM. Herriot et Painlevé. Au sein de leur groupe, un fort courant s'est dessiné, d'autre part, en faveur de leur participation au Gouvernement, mais à des conditions qui peuvent rendre cette participation difficile. Les socialistes réclameraient, en effet, certains portefeuilles importants tels que l'Intérieur, les Finances, la Guerre, les Travaux publics, etc.

On n'a pas oublié que les autres groupes du Cartel se sont inclinés devant leurs exigences, au début de la législature, lorsqu'il s'est agi des présidences des grandes commissions de la Chambre. Il s'agit aujourd'hui des portefeuilles. C'est autre chose.

Les radicaux-socialistes (138) ont, pour la plupart, une tendance marquée à suivre les socialistes. Ils demandent donc aussi, en grande majorité, un ministère purement cartelliste. Il semble, cependant, qu'une partie de leur groupe se rallierait à un cabinet de concentration républicaine, surtout si le groupe était avantagé dans la répartition des portefeuilles.

Les républicains-socialistes (42) inclinent pour un ministère cartelliste. La moitié d'entre eux voteraient, toutefois, pour un cabinet de concentration.

La gauche radicale (41) demeure fidèle au Cartel, mais réclame un Cartel élargi, englobant au moins les républicains de gauche. Le groupe approuverait également un ministère de concentration.

Or, les socialistes sont hostiles à l'élargissement du Cartel. Mieux que cela, ils prétendent l'intention de tenir rigueur aux membres de la gauche radicale et aux quelques radicaux-socialistes qui ont voté dimanche contre M. Painlevé.

Les républicains de gauche (36), *la gauche républicaine démocratique* (44), une importante fraction de l'*Union républicaine démocratique* (104), hostiles à tout ministère purement cartelliste, soutiendraient un ministère de concentration ou un cabinet d'union nationale. L'aile droite de l'Union républicaine démocratique, *les démocrates* (14) tout comme les députés de droite qui figurent parmi les *non inscrits* (31) inclineraient pour un ministère d'union nationale. Mais ils ne combattraient pas un cabinet de concentration, surtout s'il marquait sa volonté de rétablir la situation financière et de pratiquer une politique de défense et d'union entre tous les Français.

Telle est la situation. On voit qu'elle est compliquée.

LA MATINÉE DE M. BRIAND

Paris, 24 novembre. — M. Aristide Briand s'est rendu, dans la matinée, au Palais-Bourbon, où il s'est entretenu avec un certain nombre de membres du Parlement. Il est ensuite rentré au Ministère des Affaires étrangères, où il a reçu en même temps MM. Blum et Painlevé. Ceux-ci ont quitté le Ministère vers 11 h. 30.

Quelques instants après est arrivé M. Doumer, qui s'est entretenu quelques minutes avec M. A. Briand. Puis les deux hommes d'Etat ont quitté le Quai d'Orsay pour se rendre à l'Elysée.

M. Aristide Briand s'est borné à déclarer aux journalistes qu'il continuerait cet après-midi ses consultations.

Il était 11 h. 45 lorsque M. A. Briand est arrivé à l'Elysée, pour mettre le président de la République au courant de ses démarches.

L'entretien a duré environ une demi-heure.

En quittant l'Elysée, M. Briand a déclaré:

— J'ai rendu visite, ce matin, à MM. de Selves, Painlevé, Blum et Doumer. J'ai encore différentes personnalités à voir. Je reviendrai à 15 h. faire part au Président de la République des résultats de mes démarches.

De son côté, M. Paul Doumer, président de la Commission des Finances du Sénat, en quittant le Quai d'Orsay s'est rendu auprès de M. Herriot, président de la Chambre.

M. Briand voulait sur pied une large combinaison de gauche

M. Briand a passé toute la matinée à conférer sur la situation politique avec de nombreuses personnalités politiques. Il semble qu'au cours de ces conversations, M. Briand ait voulu procéder surtout à des sondages, quant à l'état d'esprit des principaux groupes parlementaires de la majorité et qu'il ait tenu à se rendre compte de l'accueil qu'ils pourraient éventuellement réserver à une large combinaison ministérielle, dans laquelle entreraient les chefs des partis de gauche, MM. Herriot, Painlevé, Blum, Loucheur, Raoul Péret.

M. Briand paraît, en effet, estimer que la formation d'un tel cabinet est seule de nature à assurer au Gouvernement de demain une majorité stable, qui lui permette d'assurer la continuité d'une politique d'assainissement financier exigé par les circonstances.

M. Briand pourra-t-il réunir tous les concours qu'il juge indispensable à cette tâche? La question reste en suspens, c'est à sa solution que reste finalement subordonnée la détermination du ministre des Affaires étrangères démissionnaire.

Une invite aux socialistes à participer au pouvoir

Le groupe parlementaire du parti radical et radical-socialiste s'est réuni ce matin, au Palais-Bourbon, avec un certain nombre de membres de la gauche démocratique du Sénat et le bureau du Comité exécutif du parti.

M. GRANDGINOT, membre de ce Comité, a fait ressortir la nécessité, pour le parti radical, de faire preuve d'énergie et d'être avant tout lui-même. MM. JULIEN DURAND et MARGAINE ont déclaré, eux aussi, qu'il fallait s'inspirer, avant tout, du programme radical-socialiste. MM. DUCROS et MALVY ont parlé parlé en faveur de la participation des socialistes au pouvoir. MM. J.-L. DUMESNIL et FRANKLIN-BOUILLON ont procédé à un échange d'observations et une discussion s'est engagée au sujet de l'ordre du jour qui devait être adopté par le groupe.

La motion des radicaux

Finalement, la résolution suivante de cette motion a été votée à une forte majorité:

Le parti radical et radical-socialiste et le bureau du Comité exécutif réunis, sont d'accord avec les groupes parlementaires du Cartel pour déclarer qu'ils ne peuvent donner leur confiance qu'à un gouvernement résolu à poursuivre une politique conforme aux décisions émanées du suffrage universel et à assurer avec une énergie qu'imposent les circonstances, la défense des institutions républicaines et l'assainissement des finances nationales.

En conséquence, ils chargent leurs délégués:

1° De demander aux socialistes de participer effectivement au gouvernement;

2° De faire appel à tous les républicains résolus à s'associer à la politique du Cartel pour assurer une majorité stable;

3° Et de conférer immédiatement avec les autres groupes de gauche, en vue de l'élaboration rapide d'un programme d'action commune.

On remarquera que le premier paragraphe de cet ordre du jour reproduit le texte de la motion adoptée l'avant-dernière nuit, par les délégués du Cartel, texte que la gauche radicale avait, hier, modifié en substituant aux mots « en un gouvernement », les mots « à tout gouvernement ».

Le deuxième paragraphe avait été adopté hier, en principe, par le groupe, mais c'est seulement ce matin qu'il a été voté définitivement.

L'abstention de M. Franklin-Bouillon

L'ordre du jour adopté par le parti radical-socialiste a été adopté à l'unanimité des présents et une abstention, celle de M. Franklin-Bouillon qui avait, en effet, demandé au parti de rédiger cet ordre du jour en énumérant les divers points sur lesquels les groupes de gauche pouvaient se mettre d'accord: Maroc, Syrie, réforme financière, etc...

M. J.-L. Dumesnil lui répliqua qu'un pareil ordre du jour entraînerait fatalement le désaccord des groupes parce qu'il appartenait seulement aux gouvernements, qui avaient la responsabilité du pouvoir, de présenter ces diverses questions avec les modalités et dans les circonstances opportunes, de telle sorte que tous les groupes de gauche puissent voter une solution commune pour résoudre ces divers problèmes.

Le parti, a ajouté M. J.-L. Dumesnil, ne pouvait se substituer au futur gouvernement. Le parti pouvait seulement affirmer sa volonté d'élaborer un programme d'action commune.

La discussion entre le député de Seine-et-Oise et celui de Seine-et-Marne resta purement politique et n'eut à aucun moment un caractère personnel.

Les socialistes vont devoir répondre de façon catégorique

La motion votée par les radicaux, a été communiquée au groupe socialiste, qui s'est réuni cet après-midi, à 14 h. 30.

C'est donc la question de la participation au pouvoir qui lui est posée formellement, pour laquelle argumenteront MM. Boncour, Renandel et Moutet, etc.

Les adversaires de la participation, MM. Blum, Compère-Morel, Paul Faure, Pressemane, resteraient sur leurs positions.

M. Briand renonce à former le Cabinet

Paris, 24 novembre. — M. Aristide Briand est arrivé à 15 h. 40 à l'Elysée pour mettre le Président de la République au courant de ses démarches.

L'entretien s'est prolongé pendant vingt minutes environ.

En quittant l'Elysée, M. Briand a fait aux journalistes la courte déclaration suivante:

— Je suis venu dire au président de la République que je n'avais pu réunir les concours sur lesquels j'aurais voulu compter pour faire, comme je l'aurais désiré, un large ministère d'union républicaine, renfermant des éléments de tous les partis de gauche.

J'aurais très bien vu un ministère qui aurait compris MM. Herriot, Painlevé, Blum, Paul Boncour, allant même jusqu'au centre, un ministère capable enfin de mettre sur pied un projet d'assainissement financier. Les hommes m'ont manqué pour des raisons fort honorables d'ailleurs.

Dans ces conditions, je ne crois pas pouvoir me charger de former un cabinet qui pourrait, selon ma conception, s'appuyer sur une majorité stable, solide, durable.

(Wide World photos)

M. DOUMER — M. BLUM — M. HERRIOT — M. BRIAND

MAIS IL POURRAIT RESTER A SON POSTE

A 17 h., M. Briand est revenu à l'Elysée. A son arrivée, il a dit simplement aux journalistes qui l'interrogeaient:

— Je viens porter le renseignement au président de la République.

Puis M. Briand en quittant la présidence de la République a répondu aux nombreuses questions qui lui ont été posées par les journalistes.

... J'ai donné au président de la République les renseignements qu'il m'avait demandés. Il va sans dire que, dans les circonstances actuelles, si on me demande de rester au poste que j'occupe, je ne me reconnais pas le droit de refuser.

M. Doumer accepte la mission de constituer le ministère

Paris, 24 novembre. — M. Doumer, président de la Commission sénatoriale des finances, mandé par le Président de la République, est arrivé à 16 h. 20 à l'Elysée qu'il a quitté à 17 h. 20.

— J'ai, a-t-il déclaré en sortant, les vingt-quatre heures protocolaires pour rendre une réponse. Je ferai mes consultations dans le Cabinet de la Commission des finances du Sénat. **Si j'accepte, il va sans dire que je prendrai la présidence du Conseil et les finances. J'arriverai le jour même avec un projet financier.**

LES CONSULTATIONS DE M. DOUMER

A l'heure actuelle, il semble acquis que M. Doumer a accepté en principe la mission de constituer le Cabinet.

En quittant l'Elysée, le président de la Commission sénatoriale des finances s'est rendu au ministère de l'Intérieur où il a été aussitôt reçu par M. Schrameck, avec lequel il s'est entretenu pendant quelques minutes.

A sa sortie de la place Beauvau, M. Doumer a répété aux représentants de la presse qu'il ne donnerait sa réponse définitive au Président de la République que dans la journée de mercredi.

Il annonce que pour ce soir, il se proposait de rendre visite à M. de Selves, président du Sénat et à M. Herriot, président de la Chambre des députés, et que ce n'est que mercredi matin, qu'il commencerait ses consultations dans le bureau de la Commission des finances du Sénat.

Comme on lui demandait s'il ne recevrait personne au cours de la soirée, il a répondu: « Non, car j'ai du travail, étant donné que si j'arrive à constituer le Cabinet, je compte déposer le jour même de la déclaration, un projet d'assainissement financier qu'il me faut mettre au point.

Il convient d'ajouter que M. Doumer s'est préoccupé, avant même de commencer toute démarche, de s'assurer la collaboration de M. Briand à qui il a offert de conserver le portefeuille des Affaires étrangères.

Revue de la Presse

LA CRISE

Pour un Cabinet Cartelliste

De M. JEAN PIOT, dans l'*Œuvre*:

— Le pays est cartelliste. Il lui faut donc un Cabinet cartelliste.

De M. PIERRE BERTRAND, dans le *Quotidien*:

Le Président de la République sait que la bataille est aujourd'hui entre les partis trois fois vainqueurs depuis le Onze Mai et les partis trois fois vaincus.

Il s'en inspirera, sinon dans ses consultations, du moins dans son choix.

Le danger d'un tel Cabinet

M. EMILE BURÉ montre, dans l'*Eclair* le danger d'un tel cabinet:

Le Cartel demande que le prochain Cabinet s'inspire des mêmes faux principes que les deux Cabinets constitués depuis le 11 mai. Alors n'ayons aucune illusion! Nos maux empireront et bientôt chacun répétera après notre confrère Camille Aymard: «de deux il faut opter: «bolchevisme ou fascisme!!»

Pour un Cabinet d'union nationale

Les préférences de M. LUCIEN ROMIER vont à un cabinet d'Union nationale dans lequel entreraient les socialistes:

Avec la Chambre actuelle, on ne peut pas gouverner sans se servir de l'influence socialiste ou sans la subir. Il vaut mieux s'en servir que la subir.

Certainement, tous les socialistes consentiraient-ils à servir un Gouvernement national autrement que par leurs propres méthodes dont on connaît trop le danger. Entrés dans la bergerie, ils voudraient en devenir les maîtres.

Et, justement, CURTIUS écrit dans le *Gaulois*:

Il n'y a qu'une manière de travailler à rétablir la confiance, c'est de commencer par donner l'assurance à la nation qu'elle est à l'abri des expériences collectivistes.

Rien n'est plus vrai.

Un « Directoire »

M. LÉON DAUDET croit à un directoire. Il écrit dans l'*Action Française*:

En revanche, je crois, pour la France, à un Directoire ou, si vous préférez, à un groupement d'hommes éprouvés, sachant ce qu'ils veulent et où ils vont — les hommes d'A. F. par exemple — auxquels vont s'adjoindre naturellement, et par la pente même des faits, les grandes et sages compétences de l'industrie, du commerce, du labeur, en un mot toutes les forces vives du pays.

Mais M. Daudet ne veut ni « de chemises de couleur, ni de méthode fracassante, ni de paroles en l'air, ni de réserves d'armes, ni d'échauffourées, ni d'émeutes, ni de guerre civile. »

Ou le Soviet

M. M. CACHIN, lui, estime qu'il ne peut y avoir de Gouvernement de salut public que... le Soviet.

Au reste, que va devenir, dans cette crise, la tactique des socialistes? En présence du fascisme menaçant, en face d'une caisse vide et d'une faillite dont l'ampleur se précise chaque jour, Paul Boncour en leur nom réclame un gouvernement de salut public. C'est le mot juste, mais il ne peut y avoir d'autre gouvernement de cet ordre que celui des paysans et des ouvriers.

Silence

Une vérité de « Monsieur de La Palisse » dans le *Petit Journal*:

Que les partis conscients de leurs responsabilités fassent donc à la France l'hommage d'un peu de silence.

Parlement inorganique

La résistance physique de nos hommes politiques les plus solides cède devant le désordre parlementaire que dénonce M. LOUIS FOREST dans le *Matin*:

Le Parlement, par l'organisation, ou plus exactement l'inorganisation de ses discussions, par ses clans et ses lois d'impulsion, fatigue nos hommes politiques, au point de leur enlever leurs moyens. Quelle intelligence peut résister à ses à-coups continuels! Les projets les mieux étudiés ne résistent pas à des débats incohérents, sous prétexte d'amélioration, d'amendements. Nos lois ne sont plus jamais des lois, mais ne sont plus que des amas de bouts de lois. Voltaire disait que vingt bouts de ficelle ne font pas une ficelle. Il en est de même des textes législatifs.

Les agissements des révolutionnaires italiens en France

Le complot contre Mussolini ourdi et fomenté par les révolutionnaires italiens émigrés en France. Poursuivant dans le *Journal* son enquête sur le fascisme, M. HENRI LUCAS écrit:

Dans un rapport présenté au Congrès du Palais de l'Exposition, M. Pedrazzi, député, dénonçait nettement l'organisation tentée et en partie réalisée en France par le grand maître de la maçonnerie italienne, Dominio Torrigiani, d'accord avec Peppino et Ricciotti Garibaldi et avec Alceste de Ambris, pour préparer une expédition à main armée contre la nouvelle Italie.

Trois millions recueillis, ajoutait-il, avec le concours de la maçonnerie française, avaient été dépensés dans ce but. Et c'est en vue de réprimer ces agissements qu'il faisait adopter par le

LES ÉVÉNEMENTS DE SYRIE

UNE VUE D'EN MARCHE